

2 juillet 2004
Français
Original: anglais

Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa vingt-deuxième session

(Siège de l'Organisation des Nations Unies, 20-29 avril 2004)

Résumé

La vingt-deuxième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques organisée en application de la décision 2003/292 du Conseil économique et social en date du 24 juillet 2003, s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 20 au 29 avril 2004.

On trouvera dans le rapport qui suit un aperçu des activités menées par le Groupe d'experts à la session de 2004, avec ses principales conclusions et recommandations axées notamment sur l'importance des travaux du Groupe d'experts à l'appui des conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et sur le concours appréciable qu'il continue d'apporter aux États Membres dans le domaine de l'information géographique et d'autres domaines de la cartographie.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Mandat	1	4
II. Participants	2	4
III. Composition du Bureau	3	4
IV. Ouverture de la session	4–5	5
V. Adoption de l'ordre du jour	6	6
VI. Rapport de la Présidente	7	7
VII. Rapports des divisions	8	7
VIII. Rapports des divisions	9–45	7
A. Division des langues néerlandaise et allemande	10–11	7
B. Division francophone	12	8
C. Division nordique	13–16	8
D. Division romano-hellénique	17–18	8
E. Division de la Chine	19	8
F. Division balte	20	9
G. Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe	21–22	9
H. Division de l'Asie du Sud-Ouest (sauf les pays arabes)	23	9
I. Division des États-Unis d'Amérique et du Canada	24	9
J. Division du Royaume-Uni	25	10
K. Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest	26–31	10
L. Division arabe	32–36	11
M. Division du sud de l'Afrique	37	11
N. Division de l'Asie orientale (sauf la Chine)	38–39	12
O. Division celtique	40	12
P. Division de l'Afrique orientale	41	12
Q. Division de l'Afrique occidentale	42	12
R. Division de l'Amérique latine	43–44	12
S. Autres divisions	45	13
IX. Rapports des chargés de liaison des réunions régionales et des organisations internationales	46–54	13
X. Comptes rendus analytiques des groupes de travail	55–63	15
A. Exonymes	55	15
B. Systèmes de romanisation	56	15

C.	Noms de pays	57	15
D.	Évaluation et mise en œuvre	58	15
E.	Fichiers de données toponymiques et nomenclatures	59	15
F.	Stages de formation à la toponymie	60	16
G.	Publicité et financement	61	16
H.	Prononciation	62	16
I.	Terminologie toponymique	63	16
XI.	Réunion du Groupe de travail sur les stages de formation à la toponymie	64–71	16
XII.	Réunion du Groupe de travail pour les fichiers de données toponymiques et nomenclatures	72–90	18
XIII.	Réunion du Groupe de travail de la terminologie toponymique	91–93	20
XIV.	Réunion du Groupe de travail sur les systèmes de romanisation	94–100	21
XV.	Réunion du Groupe de travail sur les noms de pays	101–108	22
XVI.	Réunion du Groupe de travail sur la publicité et le financement	109–111	23
XVII.	Réunion du Groupe de travail sur l'évaluation et l'application	112–122	24
XVIII.	Réunion du Groupe de travail sur les exonymes	123–128	25
XIX.	Réunion du Groupe de travail sur la prononciation	129–132	26
XX.	Directives toponymiques à l'usage des éditeurs de cartes et autres éditeurs	133–138	27
XXI.	Normalisation dans les régions multilingues	139–143	28
XXII.	Progrès de l'archivage des documents relatifs aux conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et aux sessions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques	144	29
XXIII.	Application des résolutions du Groupe d'experts, buts et fonctions du Groupe	145–162	29
XXIV.	Neuvième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques	163	31
XXV.	Vingt-troisième session du Groupe d'experts	164–166	32
XXVI.	Questions diverses	167	32
XXVII.	Adoption du rapport	168	32
XXVIII.	Remerciements	169	32
Annexe			
	Ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques		33

I. Mandat

1. Conformément à la décision 2003/292 du Conseil économique et social en date du 24 juillet 2003, le Secrétaire général a invité le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) à tenir sa vingt-deuxième session à New York du 20 au 29 avril 2004.

II. Participants

2. La session a réuni 190 participants de 21 pays, représentant 21 des 22 divisions géographiques/linguistiques du Groupe d'experts ainsi que 15 observateurs. L'ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session du Groupe d'experts figure à l'annexe du présent rapport. La liste des documents et celle des participants font l'objet d'un document distinct (GEGN/22/INF/1).

III. Composition du Bureau

3. Pour la vingt-deuxième session, les membres du Bureau étaient les suivants :

Présidente :

Helen Kerfoot

Vice-Présidents :

Brahim Atoui

Jörn Sievers

Rapporteurs :

Brian Goodchild

Dónall Mac Giolla Easpaig

Pour les noms des présidents des décisions, voir la liste des participants.

Les membres des groupes de travail étaient les suivants :

Groupe de travail sur les stages de formation à la toponymie

Coordonnateur :

Ferjan Ormeling

Rapporteur :

Isolde Hausner

Groupe de travail sur les fichiers de données toponymiques et les nomenclatures

Coordonnateur :

Randall Flynn

Rapporteur :

Caroline Burgess

Groupe de travail sur la terminologie toponymique

Coordonnateur :

Naftali Kadmon

Rapporteur :

Brian Goodchild

Groupe de travail sur les systèmes de romanisation

Coordonnateur :

Peeter Päll

Rapporteur :

Catherine Cheetham

Groupe de travail sur les noms de pays

Coordonnateur :

Leo Dillon

Rapporteur :

Charles Heyda

Groupe de travail sur la publicité et le financement

Coordonnateur :

David Munro

Rapporteur :

Dónall Mac Giolla Easpaig

Groupe de travail sur l'évaluation et l'application

Coordonnateur :

Ki-Suk Lee

Rapporteur :

Botolv Helleland

Groupe de travail sur les exonymes

Coordonnateur :

Milan Orožen Adamic

Rapporteur :

Catherine Cheetham

Groupe de travail sur la prononciation

Coordonnateur :

Dónall Mac Giolla Easpaig

Rapporteur :

Isolde Hausner

IV. Ouverture de la session

4. La Présidente Helen Kerfoot a ouvert la vingt-deuxième session du Groupe d'experts le 20 avril 2004 et souhaité la bienvenue aux experts.

5. Willem De Vries, Administrateur chargé de la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a souhaité la bienvenue à l'ONU aux experts, évoquant les résultats de la vingt-et-unième session tenue à Berlin, et

fait état du rôle de l'ONU dans le domaine de l'information géographique. Il a également signalé que la Division favorisait le bon usage des noms géographiques par le biais de publications et de stages de formation, comme en témoigne notamment son soutien à des stages de formation et à ceux qui sont envisagés pour l'avenir.

V. Adoption de l'ordre du jour

6. L'ordre du jour provisoire (GEGN/22/1) a été adopté sans modifications :
 1. Ouverture de la session.
 2. Adoption de l'ordre du jour.
 3. Rapport du Président.
 4. Rapport du Secrétaire.
 5. Rapports des divisions.
 6. Rapports des chargés de liaison, réunions régionales et organisations internationales.
 7. Comptes rendus analytiques des groupes de travail.
 8. Réunion du Groupe de travail sur les stages de formation en toponymie.
 9. Réunion du Groupe de travail sur les nomenclatures de fichiers de données toponymiques.
 10. Réunion du Groupe de travail sur la terminologie toponymique.
 11. Réunion du Groupe de travail sur les systèmes de romanisation.
 12. Réunion du Groupe de travail sur les noms de pays.
 13. Réunion du Groupe de travail sur la publicité et le financement.
 14. Réunion du Groupe de travail sur l'évaluation et l'application.
 15. Réunion du Groupe de travail sur les exonymes.
 16. Réunion du Groupe de travail sur la prononciation.
 17. Directives toponymiques à l'usage des éditeurs de cartes et autres éditeurs.
 18. Normalisation dans les domaines multilingues.
 19. Progrès accomplis dans l'archivage des documents issus des Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et des sessions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
 20. Application des résolutions relatives aux objectifs et attributions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
 21. Neuvième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.

22. Vingt-troisième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
23. Questions diverses.
24. Adoption du rapport du Groupe d'experts.

VI. Rapport de la Présidente

7. La Présidente a donné un bref aperçu historique des travaux du Groupe d'experts et évoqué ce que serait la normalisation des noms géographiques dans un monde idéal, ainsi que le travail considérable accompli depuis la dernière session du Groupe d'experts (GEGN/22/7). Il fallait signaler surtout le manuel de base sur la normalisation nationale des noms géographiques et d'un manuel de référence technique inscrit tous deux au calendrier des publications de la Division de statistique de l'ONU pour 2004-2005.

VII. Rapport du Secrétaire

8. Le Secrétaire du Groupe d'experts a récapitulé les principales activités menées par le secrétariat au cours de la période 2002-2004, dont les progrès accomplis dans le domaine des publications, le site Web du Groupe d'experts, le financement des stages de formation à la toponymie et l'intégration des données sur les noms géographiques dans les infrastructures de données spatiales nationales et régionales. Il a conclu en faisant remarquer que le secrétariat avait besoin d'une base de données du Groupe d'experts pour répondre aux questions de plus en plus nombreuses qui lui étaient adressées au sujet des noms de pays et de grandes villes (GEGN/22/9). La Présidente a dit que le Groupe d'experts serait favorable à l'idée d'un tel programme.

VIII. Rapports des divisions

9. La Présidente a indiqué que plus de 30 rapports avaient été présentés par l'intermédiaire des 22 divisions du GENUNG, dont un certain nombre de rapports de pays qui devraient, autant que faire se peut, être présentés avec les rapports des divisions des pays membres en question.

A. Division des langues néerlandaise et allemande

10. La Division a présenté les documents de travail n^{os} 6 et 8. Le document de travail n^o 8 faisait le point des activités de la Division, notamment la promotion des noms géographiques utilisés par les groupes minoritaires et les autochtones, les exonymes, les noms géographiques en tant que patrimoine culturel et l'appui à la formation et aux publications. Le document de travail n^o 6 en faisait autant pour les Pays-Bas.

11. Le rapport de l'Autriche (document de travail n^o 12) détaillait les activités du Conseil des noms géographiques (Arbeitsgemeinschaft für Kartographische Ortsnamenkunde), les activités techniques menées en Autriche, notamment par les

autorités officielles et les autorités scientifiques et chargées de la recherche, ainsi que les nouvelles publications.

B. Division francophone

12. Le rapport de la Division francophone (document de travail n° 19) traitait de la base de données sur les exonymes, de la mise à jour du site Web, du financement des activités de la Division par l'Agence de la francophonie et du cours d'introduction à la toponymie de M. Dorion de l'Université Laval (Canada), devenu désormais cours d'initiation en ligne. Il saluait également l'importante contribution de Sylvie Lejeune aux travaux de la Division et du Groupe d'experts.

C. Division nordique

13. Deux rapports de la Suède (documents de travail n°s 26 et 27) ont été présentés au nom de la Division. Le premier donnait des adresses, des toponymes et des textes législatifs suédois, et le second était consacré à l'avenir des paroisses civiles suédoises et à leurs noms.

14. Le document de travail n° 50 faisait le point des travaux de normalisation des noms géographiques au sein des pays de la Division nordique (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède).

15. Le document de travail n° 55 donnait un compte rendu détaillé de la loi norvégienne de 1990 sur les noms de lieu, en évoquant de nombreux aspects, notamment les amendements proposés et consacrant une large part aux chapitres relatifs à la protection des noms et à la désignation.

16. Le document de travail n° 25 rendait compte d'un ouvrage, destiné aux lecteurs norvégiens, sur le thème des noms géographiques dans diverses langues qui s'écartent des formes norvégiennes.

D. Division romano-hellénique

17. Le rapport de la Turquie (document de travail n° 29) récapitulait de manière circonstanciée les activités de normalisation des noms géographiques dans ce pays. On y trouvait notamment des détails sur la législation, l'administration, la normalisation, et la participation de la Turquie aux activités de la division.

18. Le document de travail n° 63 rendait compte de ce que faisait la division pour coordonner les travaux de normalisation de ses États membres, et pour encourager les pays qui ne l'avaient pas encore fait à participer à ses activités. Le rapport annonçait la prochaine publication d'un glossaire multilingue sur les détails géographiques.

E. Division de la Chine

19. La Division de la Chine a présenté le document de travail n° 21 qui rendait compte d'un nouvel arrêté sur l'administration des noms géographiques, des bases de données des noms géographiques, de la normalisation des caractères et de la

prononciation des noms géographiques, de la normalisation des noms géographiques sur les panneaux, des cartes et des nomenclatures.

F. Division balte

20. Les documents de travail n^{os} 30 et 31 faisaient le tour des activités de désignation dans les pays de la Division (Estonie, Lettonie et Lituanie). Le rapport abordait, dans le cas de chacun de ces pays, diverses questions liées à la normalisation des noms.

G. Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe

21. Le document de travail n^o 32 fournissait des informations sur les programmes de noms géographiques de Chypre, de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie, de la Slovénie et de l'Ukraine. De plus amples informations ont été fournies pour chaque pays au sujet des divers points de l'ordre du jour de la session.

22. L'expert de la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe a rendu compte dans une déclaration des activités menées en Serbie-et-Monténégro et annoncé notamment la création d'une base de données numériques de noms géographiques et celle prévue d'un organe national chargé de la normalisation des noms propres. Il y a également évoqué la question de la modification des noms géographiques sans autorisation.

H. Division de l'Asie du Sud-Ouest (sauf les pays arabes)

23. Le représentant de la Division a présenté les documents de travail n^{os} 53 et 70. Le premier, rapport de la République islamique d'Iran, se référait à la nouvelle étape dans la normalisation des noms géographiques depuis la constitution du Comité iranien de normalisation des noms géographiques. Parmi les activités menées au niveau national figuraient notamment la création de groupes de travail, la tenue d'une deuxième conférence nationale, la préparation de nomenclatures et l'établissement d'un groupe de travail très actif sur la transcription. Le second rendait compte de la septième réunion de la division, tenue à Téhéran en 2003, et à laquelle participaient des représentants de l'Afghanistan, de l'Azerbaïdjan, de Chypre, du Pakistan, de la République islamique d'Iran et de la Turquie. Le rapport évoquait notamment les accords et la résolution issus de la réunion, qui avait également souligné qu'il importait de reconstituer la base de données toponymiques de l'Afghanistan.

I. Division des États-Unis d'Amérique et du Canada

24. Le document de travail n^o 56 faisait état de la poursuite d'une étroite coopération, notamment pour l'élaboration de politiques et la définition de procédures de collecte et d'application des noms autochtones, la constitution de bases de données toponymiques et le perfectionnement du site Web. Le Canada avait commencé à constituer une base de données toponymiques classées par détail

géographique, tandis que les États-Unis étaient sur le point d'achever leur programme national de compilation de données sur les noms géographiques. On y développait les liens avec les administrations locales et celles des États pour maintenir et étoffer la base de données nationale sur les noms géographiques, sur laquelle se basait la carte nationale, programme de cartographie numérique du *Geological Survey* des États-Unis.

J. Division du Royaume-Uni

25. Le document de travail n° 60 a fourni des informations sur l'Ordonnance Survey, le service cartographique national du Royaume-Uni dont les activités comprenaient notamment l'établissement d'une version électronique de la nomenclature des noms de lieux. Le rapport rendait compte également de ce que le service cartographique national avait fait dans le domaine de la normalisation des noms gallois au Pays de Galles et des noms gaéliques dans les régions d'Écosse d'expression gaélique.

K. Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest

26. Le document de travail n° 68 rendait compte de la dixième réunion de la Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) en 2003 et où avaient été notamment abordées des questions relatives aux noms géographiques utilisés par les groupes autochtones et minoritaires, aux cartes régionales, à la nomenclature de la division et aux stages de formation. La réunion avait convenu d'établir une version numérique actualisée de la carte régionale et de la nomenclature de la division. À la suite d'une recommandation de la réunion de la division, le Groupe d'experts a convenu de créer un nouveau groupe de travail sur la promotion des noms géographiques utilisés par les groupes minoritaires et les autochtones en application de la résolution VIII/1 de la huitième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, tenue en 2002.

27. Le document de travail n° 85 répertoriait les activités menées en Indonésie, notamment par le Comité national permanent des noms géographiques, dans les domaines de l'élaboration de directives et de la formation, de l'établissement de nomenclatures, de la collecte de données et des toponymies maritimes. Il faisait aussi une large place aux problèmes posés par le nom des îles.

28. Le Viet Nam a présenté le document de travail n° 87, rapport sur les activités consacrées aux noms géographiques au Viet Nam. On s'y intéressait au statut des noms géographiques, eu égard notamment au décret de janvier 2002, ainsi qu'à ce qui en ressortait pour la responsabilité des noms géographiques. Le rapport parlait également des groupes linguistiques minoritaires au Viet Nam, des progrès réalisés en vue de la création d'un comité permanent, des nomenclatures et de la nécessité toujours ressentie d'organiser des stages de formation à la toponymie.

29. Le rapport de la Thaïlande (document de travail n° 108) rendait compte des activités du Comité national des noms géographiques, de la nomenclature géographique thaïe et des activités visant à fournir à la Nouvelle-Zélande des informations sur les noms devant figurer sur la carte et dans la nomenclature de la division.

30. Le rapport de la Malaisie (document de travail n° 113) annonçait la création en 2002 du Comité national des noms géographiques, dont le mandat consistait notamment à définir des directives toponymiques nationales, à créer sur le Web une base de données nationales des noms géographiques, à établir une nomenclature nationale et à encourager l'emploi des noms officiels.

31. Le document de travail n° 116 signalait les activités menées à Sri Lanka, notamment la création d'une base de données topographiques vectorielle et d'une nomenclature toponymique des lieux sous forme numérique contenant des noms et des coordonnées de lieux. Sri Lanka était devenue membre de la division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest à l'occasion de cette session.

L. Division arabe

32. Le document de travail n° 74 faisait état de la tentative de collecte de noms géographiques dans les Émirats arabes unis et d'une recommandation visant à créer un service national des noms géographiques chargé de coordonner cette activité.

33. Le document de travail n° 78 présentait une étude détaillée de la toponymie culturelle du Nil soudanais. Les thèmes abordés portaient notamment sur les perceptions de l'environnement, la diversité ethnolinguistique et la toponymie multiculturelle. On a souligné l'importance de la toponymie « populaire » pour la compréhension des valeurs culturelles et des idéologies.

34. Le document de travail n° 107, présenté par l'Algérie, faisait état de deux réunions importantes tenues en Algérie en 2003, la première en mars à l'université de Mostaganem, la seconde en juin à Alger en présence de M. Henri Dorion. Cette dernière avait porté sur la formation et la gestion de la toponymie algérienne. On a également fait état de progrès en ce qui concerne la base de données toponymiques algérienne.

35. Le document de travail n° 111, présenté par la Jordanie, donnait des détails sur les activités du pays dans le domaine des noms géographiques. On y appelait l'attention sur l'index des sites jordaniens, la formation à la toponymie, le projet de changement de noms et les publications.

36. Le document de travail n° 114, présenté par le Maroc, faisait état de la création au sein de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, d'une entité chargée de collecter et de normaliser les noms géographiques et de créer une base de données toponymiques.

M. Division du sud de l'Afrique

37. Le document de travail n° 76 faisait état de la collecte de noms au Mozambique, de la création d'une base de données toponymiques et d'un stage de formation devant avoir lieu en septembre 2004. Il indiquait également que les plans de création du Service mozambicain des noms géographiques avaient bien avancé.

N. Division de l'Asie orientale (sauf la Chine)

38. Le document de travail n° 81 indiquait que la division n'avait pas été en mesure de progresser depuis la vingt et unième session du Groupe d'experts, tenue à Berlin en 2002. En 2004, le Président par intérim de la division s'était rendu au Japon et en République populaire démocratique de Corée, en sa qualité d'expert des noms géographiques. Il fallait souhaiter que les pays membres se réuniraient dans un avenir proche pour promouvoir les activités de la division.

39. Le document de travail n° 88, présenté par la République de Corée, rendait compte de la composition et des activités du comité coréen des noms géographiques marins, créé en 2002. Les experts de la division ont exprimé des points de vues différents quant au choix et à l'utilisation du nom du plan d'eau séparant la péninsule coréenne de l'archipel japonais. La Présidente a encouragé à trouver dans le cadre d'efforts bilatéraux ou multilatéraux une solution qui puisse être acceptée par tous.

O. Division celtique

40. Le document de travail n° 99, présenté par l'Irlande, rappelait l'historique des noms de lieux en Irlande et indiquait que les noms de lieux en langue irlandaise avaient acquis statut légal en vertu de la loi de 2003 sur les langues officielles. Les noms de lieux irlandais et anglais avaient donc un statut légal d'égalité, si ce n'est dans les régions où l'on parlait traditionnellement le gaélique, où seuls les noms de lieux irlandais avaient statut légal.

P. Division de l'Afrique orientale

41. Le document de travail n° 110, présenté par Madagascar, faisait état de la situation des noms géographiques dans ce pays. On y soulignait le renouvellement du comité national, l'importance des noms à Madagascar et la poursuite de la planification des travaux sur les noms géographiques.

Q. Division de l'Afrique occidentale

42. Dans une déclaration orale, l'expert de la division de l'Afrique occidentale a fait état des difficultés de la division, ainsi que de la relance et des activités du comité national des noms géographiques du Ghana, qui avait été inactif pendant plusieurs années.

R. Division de l'Amérique latine

43. Le document de travail n° 117 faisait état des travaux de la division de l'Amérique latine, qui avait repris ses activités en 2002, à l'échelon national et à celui de la division. Les questions examinées avaient notamment porté sur la création de filières de communication entre les pays membres, la gestion méthodique des noms géographiques dans la région, les bases de données

toponymiques et les sites Web, et l'établissement d'une liste des termes génériques les plus fréquemment utilisés dans la division.

44. Le document de travail n° 3 faisant état des progrès accomplis quant à la normalisation des noms géographiques en Argentine a été distribué mais non présenté.

S. Autres divisions

45. Une fois terminée la présentation des rapports des divisions, la Présidente a fait des observations concernant certaines préoccupations exprimées à propos de la structure et de la présentation des rapports. Elle a proposé d'étudier la possibilité de modifications pour la réunion suivante, qui consisteraient à favoriser la suppression de certains points des rapports des divisions qui seraient examinés avec les points pertinents de l'ordre du jour; modifier l'ordre du jour afin de séparer les rapports des divisions de ceux des services des divisions; et se concentrer sur des questions communes au sein des divisions pour les rapports de celles-ci. Ces modifications et l'utilisation du site Web du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques pour les documents pouvaient réduire le temps de présentation et contribuer à raccourcir les sessions.

IX. Rapports des chargés de liaison des réunions régionales et des organisations internationales

Association cartographique internationale

46. Le chargé de liaison a présenté le document de travail n° 7, dans lequel figuraient des informations sur les questions relatives aux noms géographiques dont était saisie l'ACI à sa vingt et unième Conférence tenue à Durban en 2003, notamment l'utilisation de l'exposition spéciale sur la toponymie organisée à l'occasion de la huitième Conférence à Berlin. On a également évoqué la prochaine conférence qui devait se tenir à la Corogne (Espagne) en 2005 et l'intégration d'un module de toponymie dans le cours de cartographie de l'Association dispensé sur le Web.

Conseil international sur les sciences onomastiques

47. Le chargé de liaison a présenté les documents de travail n°s 45 et 77. Le premier donnait des détails sur le vingt-deuxième Congrès international des sciences onomastiques qui devait se tenir à Pise (Italie) du 28 août au 4 septembre 2005. Le second faisait état des travaux du Conseil concernant la création d'un groupe de travail sur la terminologie onomastique, chargé de publier un catalogue de mots clefs dans les langues du Conseil. Le coordonnateur a demandé l'aide des membres du Groupe d'experts dans cette entreprise. Les documents de travail du dernier Congrès du Conseil avaient été collectés mais ne seraient pas publiés avant 2005.

Institut panaméricain de géographie et d'histoire

48. Le chargé de liaison a présenté le document de travail n° 52 concernant les activités toponymiques de l'Institut depuis la vingt et unième session du Groupe d'experts. Un stage de formation de deux semaines avait été organisé à Quito en

2003 et le rapport donnait des détails sur son contenu. Quinze stages avaient été organisés depuis le premier du genre en juin 1987 à Panama City.

Comité scientifique pour les recherches antarctiques

49. Le chargé de liaison du Comité scientifique a présenté le document de travail n° 67 concernant les relations du Groupe d'experts avec le Comité. Quarante-cinq pays avaient signé le Traité sur l'Antarctique, mais il n'existait pas de directives convenues à l'échelon international pour la désignation d'entités dans l'Antarctique. Une nomenclature des expressions toponymiques pour l'Antarctique avait été publiée en 1998 et pouvait être désormais consultée en ligne, une mise à jour était effectuée chaque trimestre. Une nouvelle nomenclature devait être publiée en 2004.

Organisation hydrographique internationale

50. Le chargé de liaison a présenté le document de travail n° 89 sur les activités de l'Organisation relatives aux noms géographiques. Les travaux actuels portaient principalement sur la désignation des entités sous-marines et sur les activités du Sous-Comité sur les noms des formes du relief sous-marin. On a également mentionné la publication S-23 de l'Organisation, *Limits of Oceans and Seas*.

Organisation internationale de normalisation

51. Un bref rapport verbal du chargé de liaison du Comité technique 211 de l'Organisation serait commenté lors des sessions du Groupe de travail. Il n'y avait pas eu de contacts récents concernant les noms de pays ou les systèmes de romanisation.

International Map Trade Association

52. La Présidente a invité le représentant de ce groupe à rendre compte de ses activités pendant la session. L'association représente les intérêts commerciaux qui s'occupent d'échange de données géospatiales, et compte notamment parmi ses membres des géomètres, des fournisseurs de données, des cartographes, des éditeurs et des fabricants, des bibliothèques et des collectionneurs. Le représentant a salué la contribution du Groupe d'experts et des autorités toponymiques à l'économie des données géospatiales, et dit que son association était disposée à collaborer avec le Groupe d'experts.

Atelier sur la toponymie, Francfort-sur-le-Main

53. Dans le document de travail n° 35, le Président du Ständiger Ausschuss für geographische Namen a rendu compte du programme d'un atelier sur la toponymie organisé à Francfort-sur-le-Main en septembre 2003. Destiné à la République populaire de Chine, il avait débouché sur la signature d'un mémorandum d'accord entre l'Allemagne et la Chine pour l'organisation d'activités communes relatives à la prononciation des noms géographiques.

Conseil des organisations des noms géographiques

54. Un expert de la division des États-Unis et du Canada a présenté le document de travail n° 51, qui donnait des détails sur les origines du Conseil et sur son évolution et son développement récents. Il détaillait également les cinq objectifs du

Conseil, les réunions récentes et prévues ainsi que les questions et les politiques dont il s'occupait. Une invitation a été lancée pour la réunion suivante qui devait se tenir à Jacksonville (Floride, États-Unis) en 2004.

X. Comptes rendus analytiques des groupes de travail

A. Exonymes

55. Le coordonnateur du Groupe de travail sur les exonymes a présenté le document de travail n° 33, qui donnait des détails sur la création du groupe de travail et sur sa deuxième réunion, tenue à Prague du 24 au 26 septembre 2003. Il présentait également une liste d'objectifs de travail découlant des nombreux documents intéressants présentés à Prague.

B. Systèmes de romanisation

56. Le coordonnateur du Groupe de travail sur les système de romanisation a présenté le document de travail n° 46 dans lequel figuraient le nom des membres du groupe et un compte rendu des progrès récemment accomplis quant aux systèmes de romanisation visant un certain nombre de langues/écritures différentes.

C. Noms de pays

57. Le coordonnateur du Groupe de travail sur les noms de pays a présenté le document de travail n° 65. Même si le groupe ne s'était pas réuni depuis 2002, il y avait eu un changement de coordonnateur, M. Dillon ayant remplacé M^{me} Lejeune, et une version abrégée de la liste des noms de pays dans les langues des pays, établie par le groupe, avait été soumise au Groupe d'experts pour être intégrée dans le manuel de référence technique pour la normalisation des noms géographiques, qui devait paraître prochainement. Des contacts avaient également été établis avec la Section de terminologie et de référence de l'ONU à propos de certaines différences de traitement des noms de pays et on avait appelé l'attention sur le problème du transfert électronique de données en raison de l'existence de nombre d'écritures différentes. Les noms russes en cyrillique avaient été également reçus pour être ajoutés à la liste.

D. Évaluation et mise en œuvre

58. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 80, qui rendait compte de la récente réunion du Groupe de travail, tenue à Séoul du 2 au 4 décembre 2003, et dans lequel figuraient une liste des points de l'ordre du jour abordés et les noms de six participants et de deux observateurs présents à la réunion.

E. Fichiers de données toponymiques et nomenclatures

59. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 92 dans lequel figuraient le nom des membres du groupe, le mandat et le plan de travail et où

étaient exposés les progrès accomplis quant aux divers points du plan de travail et les futurs travaux que le groupe devrait entreprendre.

F. Stages de formation à la toponymie

60. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 109 qui faisait état des activités récentes du groupe. Il portait sur l'organisation de stages de formation et leur financement, des questions concernant la définition du meilleur modèle de formation et la nécessité de prendre en compte la préservation du patrimoine culturel dans la formation. On a également mentionné le site Web du groupe.

G. Publicité et financement

61. Le coordonnateur a fait un compte rendu oral des activités de ce groupe, y compris un bref rappel historique et une description de ses buts et réalisations.

H. Prononciation

62. Le coordonnateur a fait un compte rendu oral des activités de ce nouveau groupe créé à la huitième Conférence en 2002. Peu de progrès avaient été accomplis jusqu'à présent, mais une brève réunion s'était tenue à Berlin et il restait à définir les buts, les objectifs et les procédures lors d'une réunion informelle devant se tenir ultérieurement pendant la session.

I. Terminologie toponymique

63. En l'absence temporaire du coordonnateur, la Présidente a indiqué que de nombreux efforts avaient été déployés pour établir le Glossaire de termes pour la normalisation des noms géographiques, publié en 2002 dans les six langues de l'ONU, et que l'objectif était maintenant de l'enrichir et de le modifier.

XI. Réunion du Groupe de travail sur les stages de formation à la toponymie

64. Dans le document de travail n° 5, le coordonnateur a souligné qu'il fallait que les stages de formation à la toponymie soient assurés par un personnel qualifié. Il a rendu compte des stages de formation ou ateliers internationaux organisés à Khartoum, Quito et Alger depuis la vingt et unième session du Groupe d'experts. Un expert de la Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest a également fait des observations concernant le programme de l'Indonésie sur les noms géographiques et son comité qui œuvrait aux échelons national et provincial et dans les districts dans le domaine de la normalisation des noms (collecte de noms et formation).

65. Le coordonnateur a salué l'organisation de nombreux stages de formation à la toponymie par l'expert de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, et la création d'un site Web prévue pour l'année à venir, sur lequel on trouverait toute la

documentation relative aux stages de formation. L'expert de la Division arabe a donné des informations sur l'atelier consacré aux noms de lieux en Algérie, organisé les 2 et 3 juin 2003 à Alger par le Conseil national sur l'information géographique et le Comité permanent de toponymie, à l'aide de la documentation de M. Dorion et de son cours de formation sur le Web. Un deuxième atelier, prévu pour 2004, serait axé sur la formation des techniciens et la collecte de toponymes.

66. Le quinzième stage de l'Institut consacré à la toponymie appliquée, avait été organisé à Quito du 23 juin au 4 juillet 2003, l'équipe de formation étant dirigée par M. Payne. Un seizième stage devait se tenir à Saint-Domingue au cours de la première quinzaine d'août 2004. D'autres stages étaient prévus à Maputo du 13 au 23 septembre 2004 à la Direction nationale de la géographie et du relevé cadastral, à l'intention de l'Afrique du Sud, et à Bathurst (Australie), à l'université Charles Sturt, du 12 au 24 octobre 2004, organisés par l'Asia-Pacific Institute for Toponymy et le New South Wales Geographical Names Board (organisatrice locale : Flavia Hodges, <fhodge@hmn.unq.edu.au>).

67. On a présenté les supports de formation. Deux manuels avaient été élaborés et seraient publiés par l'ONU en 2004/05, en application de la résolution VIII/15 : un manuel de notions fondamentales sur la normalisation des noms géographiques à l'échelon national et un manuel de référence technique sur la romanisation, les normes et les formats de transfert de données toponymiques et les noms de pays. Le Bundesamt für Kartographie und Geodäsie (Francfort-sur-le-Main) publierait les exposés présentés lors du stage de formation à la toponymie en 2002.

68. L'Association cartographique internationale avait élaboré un module de toponymie dans le cadre d'un stage de cartographie dispensé sur le Web. Ce module avait été élaboré par E. Földi, A. Guszlev et L. Zentai et l'on pouvait y accéder à l'adresse suivante : <<http://lazarus.elte.hu/cet>>. Le coordonnateur a présenté les principes du cours de l'Association sur le Web et le concept qui les sous-tend. Il a exposé la structure de ce cours et les divers modules d'autoformation, les exercices et les documents qui le composent. La Présidente du Groupe d'experts a estimé qu'il s'agissait là d'une étape vers la formation sur le Web. Le cours était présenté en anglais et une version française pourrait être accessible à l'avenir. D'autres supports de formation étaient répertoriés sur le site Web des cours de toponymie à l'adresse suivante: <<http://toponymycourses.geog.uu.nl>>.

69. Dans le document de travail n° 36, les experts de la Division des langues allemande et néerlandaise ont fait état du stage de formation à la toponymie, qui avait été dispensé à Enschede, Francfort-sur-le-Main et Berlin du 11 août au 6 septembre 2002 parallèlement à la huitième Conférence. Organisé par l'Institut international pour les sciences de l'information géographique et l'observation de la terre à Enschede et le Bundesamt für Kartographie und Geodäsie à Francfort-sur-le-Main, il avait réuni 20 participants de 17 pays. Les supports de formation seraient publiés (service payant) et pourraient être consultés ultérieurement sur l'Internet.

70. Dans le document de travail n° 57, le Canada a indiqué que la Commission de toponymie du Québec proposait un cours d'introduction à la toponymie en français sur le Web (<<http://www.toponymie.gouv.qc.ca>>, lien Outils). Ses objectifs étaient divers : présenter une introduction aux notions fondamentales relatives à la toponymie; démontrer la double fonction des noms géographiques : fonction de localisation et fonction de témoignage culturel; et sensibiliser aux problèmes de gestion toponymique à différentes échelles (municipale, régionale, jusqu'à

l'internationale). La formation était composée de 14 modules et des liens vers d'autres pages intéressantes étaient affichés. Le coordonnateur a indiqué qu'il y avait désormais deux cours de toponymie disponibles sur le Web et qu'ils permettaient en particulier aux pays en développement d'accéder à des documents relatifs à la toponymie.

71. Le document de travail n° 59 était consacré à l'ouvrage *Toponymy – The lore, laws and language of geographical names* de Naftali Kadmon et à sa version japonaise. La traduction avait été effectuée par M. Nobuo Nagai, le Directeur de recherche du Centre cartographique du Japon à Tokyo. L'auteur a félicité le Centre cartographique du Japon pour la qualité de l'ouvrage et la rapidité avec laquelle il avait été publié.

XII. Réunion du Groupe de travail pour les fichiers de données toponymiques et nomenclatures

72. Un représentant de la Division de l'Asie orientale (sauf la Chine) a présenté les documents de travail n° 86 et 90 qui donnaient le détail des travaux toponymiques de la République de Corée : collecte, traitement et tenue à jour des données toponymiques par l'Institut géographique national et son Comité central des noms géographiques. Il était possible d'obtenir ces données en ligne en coréen.

73. Dans le document de travail n° 9, la Division des langues allemande et néerlandaise a rendu compte de l'élaboration de l'Atlas hydrologique de l'Autriche. Elle en a décrit le contenu en précisant que l'Atlas était disponible en version imprimée accompagnée d'un CD-ROM utilisant un logiciel de système d'information géographique. Le document de travail n° 10, présenté par la même Division, donnait le détail de l'Index diachronique des lieux habités dans le Banat de 1890 à 1992, assorti de quatre cartes conçues par l'Institut autrichien de l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Par ailleurs, le document de travail n° 11 décrivait un fichier de données toponymiques sur les lieux habités dans le bassin de la Vistule depuis le XII^e siècle, fichier en cours de constitution en Autriche. Ces données seraient bientôt diffusées sur l'Internet.

74. Un représentant de la Division des États-Unis d'Amérique et du Canada a présenté le document de travail n° 13 qui relatait la poursuite de la mise en place du Service canadien des noms géographiques, qui diffuserait gratuitement en ligne des données toponymiques spatialisées du Canada. Il a parlé de l'intégration prochaine de la représentation spatiale géométrique plutôt que par échelle des entités topographiques.

75. En même temps que le document de travail n° 115, la Section cartographique du Secrétariat des Nations Unies a présenté un exposé sur la Base de données géographiques des Nations Unies. On a eu un résumé des types de support cartographique fournis aux organismes des Nations Unies par la Section et un aperçu des divers volets du projet de base de données géographiques. Il n'avait pas été facile de rassembler des informations sur les noms géographiques, notamment en raison de l'absence de répertoire détaillé à jour de noms géographiques locaux officiels et de la difficulté à utiliser des signes diacritiques dans les applications numériques. La collaboration avec les experts du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques revêtait donc la plus haute importance et la

Section a demandé aux experts de lui fournir des données toponymiques numériques.

76. Le contenu d'un guide toponymique polonais en trois parties, élaboré par le Bureau central de géodésie et de cartographie, a été présenté dans ses grandes lignes par le représentant de la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe dans le document de travail n° 17. La constitution en cours d'une base de données numériques sur les toponymes polonais a également été signalée.

77. La Division balte a présenté le document de travail n° 20 qui traitait de la première nomenclature toponymique concise de la Lettonie, achevée en 2004. Un membre du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques qui avait participé à l'élaboration de la nomenclature, Zinta Goba, venait de disparaître; la Division a donc présenté ses condoléances aux experts lettons.

78. La base de données toponymiques officielle de la Suède a été décrite dans le document de travail n° 28. Une fois constituée, elle pourrait être consultée via l'Internet et serait assortie des directives toponymiques suédoises. En examinant les champs de données qu'il était proposé d'y inclure, les participants à la réunion ont évoqué les avantages et les inconvénients que présentait l'ajout d'informations étymologiques.

79. Dans le document de travail n° 37, la Division des langues allemande et néerlandaise a évoqué GN250, la nomenclature toponymique numérique de la République fédérale d'Allemagne, et sa version abrégée GN1000. Le représentant de la Division a également présenté le document de travail n° 8 qui portait sur la troisième édition du *Dictionnaire des régions géographiques de l'Allemagne*, et le document de travail n°39 concernant un projet de carte de quatre feuilles montrant les noms géographiques sur le littoral allemand.

80. En présentant le document de travail n° 40, un représentant de la Division des langues allemande et néerlandaise a exposé en détail le projet de réseau d'information sur les noms géographiques européens (EuroGeoNames). Il s'agissait de mettre en place un réseau toponymique dans lequel chaque pays européen offrirait l'accès à ses données toponymiques dans ses langues officielles. L'intervenant a présenté les grandes lignes de l'étude initiale requise à cet effet.

81. Dans le document de travail n° 64, la Division romano-hellénique a indiqué que ses membres avaient transmis les données nécessaires à la constitution d'un glossaire multilingue des termes géographiques dans les neuf langues de la Division, avec une explication de chaque terme en anglais.

82. Le Registre central officiel des noms de lieux de la Norvège a été décrit par la Division nordique dans le document de travail n° 69. L'expert a rappelé rapidement l'historique de la création de la base de données et a donné quelques précisions techniques, signalant en particulier les noms géographiques en langues minoritaires. Cette nouvelle base de données pourrait être utilisée dans un certain nombre d'applications et sur l'Internet. On était en train d'extraire des cartes hydrographiques norvégiennes des noms à entrer dans la base de données.

83. Le document de travail n° 82 présenté par la Division de l'Asie orientale (sauf la Chine) décrivait ce qu'avait réalisé l'Institut des études géographiques du Japon pour le stockage et la présentation numériques de ses données toponymiques. Les informations sur la nouvelle base de données géographiques pourraient être

obtenues par le système de visualisation des cartes topographiques et le système de portail Web japonais, tous deux offrant des moyens de recherche en ligne des noms géographiques. Ces données pouvaient également être librement téléchargées vers un système d'information géographique.

84. Dans le document de travail n° 84, la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe a détaillé le contenu des deux sites Web toponymiques de la Hongrie, l'un offrant un accès limité en hongrois à la nomenclature toponymique du pays et l'autre donnant des informations sur les noms et des données concernant des localités hongroises.

85. Dans le document de travail n° 95, la Division romano-hellénique a décrit en détail la nouvelle nomenclature concise que l'Institut géographique national de l'Espagne était en train d'établir. On a eu un aperçu des divers champs de données et des précisions au sujet des procédures suivies pour le traitement des toponymes. Des éclaircissements ont été apportés au sujet du statut des diverses langues parlées en Espagne, de l'appareil administratif du pays et de l'interversion des termes génériques dans la base de données.

86. La Division du Sud de l'Afrique a présenté le document de travail n° 103, qui portait sur la constitution d'une nouvelle base de données toponymiques africaines pour le Conseil sud-africain des noms géographiques. Les procédures suivies, les niveaux de consultation et les résultats obtenus jusque-là ont fait l'objet d'une présentation visuelle. La base de données pouvait être consultée en ligne.

87. Le document de travail n° 119, présenté par la Division de l'Amérique latine, décrivait la structure du Registre national des noms géographiques du Mexique. On s'employait à rassembler et à normaliser les toponymes mexicains pour ensuite les intégrer au Registre. Les principaux types de données à y faire figurer étaient décrits dans le document.

88. La Division des États-Unis d'Amérique et du Canada a récapitulé les activités entreprises aux États-Unis touchant les données toponymiques numérisées, en particulier la base de données sur les toponymes américains, qui pouvait être consultée en passant par le système d'information sur les noms géographiques, et le projet de carte nationale, dont l'une des couches concernait les noms géographiques. On a souligné qu'il importait de ne citer qu'une seule source (ou à défaut un entrepôt de données) pour les toponymes nationaux officiels.

89. Le document de travail n° 71 de Cuba a été distribué sans avoir été présenté. On y trouvait des renseignements sur les résultats obtenus dans la mise en place du système cubain de toponymie numérique.

90. En conclusion, le coordonnateur a dit que les besoins en matière de nomenclature et de données toponymiques numérisées iraient croissant et que le Groupe de travail devrait se préparer à prendre l'initiative de définir des normes de données toponymiques et à fournir assistance et conseils techniques.

XIII. Réunion du Groupe de travail de la terminologie toponymique

91. Le coordonnateur a constaté que le Groupe d'experts avait trouvé une nouvelle jeunesse depuis sa création. Le *Glossaire de termes pour la normalisation des noms*

géographiques, dont le texte multilingue avait été approuvé à la vingtième session, avait été mis en forme et publié en 2002, après correction, dans les six langues des Nations Unies. Il était à présent également disponible dans plusieurs autres langues.

92. Rappelant la résolution VIII/3, par laquelle la Conférence demandait que le Glossaire soit périodiquement revu et actualisé, le coordonnateur a indiqué que plusieurs nouveaux termes avaient été proposés pour y être ajoutés, dont « toponyme transfrontalier ». Il était question de donner une nouvelle définition à « exonyme » et à « endonyme » et de reprendre l'examen du terme « ethnonyme ». Il a également signalé qu'à la conférence de 2002 du Conseil international des sciences onomastiques avaient été proposés deux nouveaux termes, « oikonyme » et « anoikonyme ».

93. Le coordonnateur a indiqué que le Groupe de travail tenterait également de trouver une définition pour « univocité », « géonyme » et « exonyme altéré ». Il a été également question de chercher à savoir si les termes « nom standard », « nom normalisé », « nom approuvé », « nom admis » et « nom officiel » étaient véritablement synonymes.

XIV. Réunion du Groupe de travail sur les systèmes de romanisation

94. Le coordonnateur a rappelé un certain nombre de résolutions définissant les objectifs du Groupe de travail. Il a fait remarquer que les renseignements fournis par les pays qui n'utilisaient pas le système d'écriture latine étaient indispensables pour faire avancer les travaux dans ce domaine. Ces pays avaient transmis leur système de romanisation au Groupe d'experts, qui les avaient examinés sous l'angle du bien-fondé scientifique et de la réversibilité, en particulier. Le système conçu à l'issue des consultations avait été présenté à la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques qui l'avait adopté par résolution comme normes des Nations Unies. Le Groupe suivait depuis lors l'application du système aussi bien dans les populations de la langue originale que dans les communautés de la langue d'arrivée.

95. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 48 qui actualisait largement le rapport sur l'application des systèmes de romanisation des Nations Unies depuis 2002. Le rapport pouvait être consulté dans son intégralité sur le site Web du Groupe de travail, à l'adresse <<http://www.eki.ee/wgrs/>>.

96. Des experts de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée ont offert d'établir ensemble un système de romanisation pour le coréen. Le coordonnateur les y a encouragés et a dit attendre avec intérêt d'autres rapports à ce sujet.

97. Dans le document de travail n° 73, la Division arabe présentait en détail les propositions de modifications et d'ajouts concernant le système de romanisation adopté par l'ONU pour la transcription de l'arabe. Ces modifications seraient incluses dans la proposition qui serait soumise à la Ligue des États arabes pour approbation. On a expliqué pourquoi il fallait maintenir certaines distinctions dans les formes latinisées, en espérant que des notes explicatives rendraient l'application des systèmes plus facile pour les utilisateurs. Le Liban a publié une nomenclature et une carte au 1/200 000, utilisant le système de romanisation proposé.

98. La Division de l'Asie du Sud-Ouest (sauf les pays arabes) a expliqué la méthode de transcription des noms géographiques en République islamique d'Iran dans le document de travail n° 54. Les participants à la session ont appris que le Comité iranien pour la normalisation des noms géographiques était doté d'un nouveau groupe de travail chargé de la transcription. Les travaux du groupe sur la translittération des noms géographiques persans seraient présentés au Groupe d'experts en temps voulu. Le Groupe d'experts les attendait avec intérêt.

99. La Division du Royaume-Uni a présenté le document de travail n° 23 concernant l'utilisation du système de romanisation adopté par les Nations Unies pour la transcription de l'arabe et a fait des observations sur les propositions de changements qui devaient être présentées à la Ligue des États arabes, dont l'une semblait présenter une importance particulière. Le document donnait une analyse de la stabilité et de la validité du système actuel. Il y a été noté que, bien que ce système n'ait pas été adopté par tous les pays non arabophones, les pays des langues d'arrivée y avaient largement recouru.

100. Le coordonnateur a évoqué les tâches qui attendaient le Groupe de travail. Il aurait probablement à modifier les systèmes servant à la transcription de l'arabe et du khmer. Il aurait en outre à vérifier le système utilisé en Éthiopie pour transcrire l'amharique et devrait en principe se mettre en rapport avec l'Arménie. Il examinerait également des systèmes mis au point dans la langue d'origine pour la transcription du géorgien, du coréen et de l'ukrainien. Des systèmes de romanisation nationaux existaient pour la transcription du biélorusse, du dzongkha, et du maldivien et il était à espérer qu'ils seraient communiqués au Groupe de travail. Le coordonnateur espérait pouvoir donner des précisions sur les systèmes servant à la transcription du sinhalaïs et du tamil.

XV. Réunion du Groupe de travail sur les noms de pays

101. Le coordonnateur a fait remarquer que l'objectif principal du Groupe de travail était de tenir à jour la liste des noms de pays, qui avait été présentée la dernière fois à la huitième Conférence tenue à Berlin (E/CONF.94/CRP.11).

102. Le document de travail n° 16 de la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe décrivait une publication polonaise de 2003, qui donnait des informations sur les noms polonais de pays indépendants et de territoires non autonomes. Le coordonnateur a souligné que cette publication ne servait qu'à des fins d'information.

103. Dans le document de travail n° 41, la Division des langues allemande et néerlandaise décrivait la huitième édition d'une liste de noms de pays et de territoires en allemand en usage en février 2004 dans les services diplomatiques autrichien, allemand et suisse. L'expert a indiqué que les trois pays continuaient à ne pas utiliser les mêmes appellations pour certains pays.

104. Le document de travail n° 62 de la Division francophone décrivait les nombreuses organisations qui s'occupaient en France des noms de pays et les deux dernières publications de la Commission nationale de toponymie qui portaient sur les noms de pays et de capitales et les « entités secondaires ».

105. Un représentant de la Section de terminologie et de référence du Secrétariat de l'ONU a précisé que les noms figurant dans le bulletin de terminologie des Nations

Unies avaient été communiqués directement à la Section par les États Membres. Selon lui, le bulletin pouvait à présent être consulté sur le site Web de l'ONU et la deuxième version révisée en serait bientôt disponible. Le coordonnateur a signalé que la liste des noms de pays préparée par le Groupe de travail contenait des données qu'on ne trouvait pas dans le bulletin de terminologie des Nations Unies, c'est-à-dire des noms exprimés dans les langues des pays ainsi que des noms utilisés par diverses administrations nationales.

106. Le document de travail No 66, présenté par le coordonnateur, décrivait deux documents que le Département d'État tenait à jour sur son site Web : Independent States in the World et Dependencies and Areas of Special Sovereignty. Le coordonnateur a précisé que le code utilisé dans les deux documents était le code standard (FIPS) du Gouvernement américain au lieu des codes ISO.

107. Le document de travail n° 98 de la Division romano-hellénique présentait la liste des noms de pays et de capitales du monde entier en usage au Ministère espagnol des affaires étrangères et à l'Académie royale d'Espagne.

108. Le coordonnateur a exhorté les membres du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques à chercher le nom de leur pays dans le document présenté à Berlin en 2002 et vérifier que l'information qui y figurait était exacte.

XVI. Réunion du Groupe de travail sur la publicité et le financement

109. Le coordonnateur a rendu compte dans le document de travail n° 61 des activités du Groupe de travail. Il a souligné l'importance du site Web et du bulletin du GENUNG comme vecteurs de communication. Il a signalé que la brochure du Groupe d'experts avait rencontré un vrai succès et qu'elle était désormais disponible dans les six langues de l'ONU ainsi qu'en grec et en italien. Il a précisé que l'ONU avait réservé des fonds pour l'organisation de stages de formation et la publication de deux manuels entre 2004 et 2005. Il serait bon de publier une brochure d'information à l'intention des utilisateurs de systèmes d'information géographique et des cartographes pour appeler davantage leur attention sur le problème des noms géographiques et les travaux du Groupe d'experts.

110. Le document de travail n° 94, présenté par la Division romano-hellénique, donnait une liste des organismes géographiques en Espagne auxquels la brochure du GENUNG avait été envoyée. Le coordonnateur a demandé aux experts d'entrer en rapport avec les organismes régionaux et nationaux, tels que les sociétés géographiques et toponymiques, pour les alerter aux problèmes touchant les noms géographiques.

111. Dans le document de travail n° 102, la Division du Sud de l'Afrique a traité de l'emploi de noms incorrects dans les médias et de ce qu'ils faisaient pour rectifier ces erreurs. Dans un contexte plus large, il serait bon, lorsqu'ils relevaient des erreurs dans les noms de lieux cités par les médias ou utilisés par des institutions privées, que les experts leur communiquent, si possible, les corrections à faire.

XVII. Réunion du Groupe de travail sur l'évaluation et l'application

112. Le document de travail n° 121 était un document spécial présenté en session plénière par l'ancien Président du GENUNG, Peter Raper. Il traitait des problèmes touchant la normalisation des noms géographiques en Afrique subsaharienne. On y trouvait un résumé complet des mesures prises dans certains pays africains pour mettre en application les résolutions adoptées par les conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et les mesures recommandées pour faire avancer les travaux dans ce domaine. Un débat général a ensuite eu lieu sur la façon de faire avancer la normalisation des noms géographiques dans les pays d'Afrique subsaharienne, débat nourri d'observations émises par de nombreuses divisions et le secrétariat. Toutes les divisions africaines du GENUNG se sont arrangées pour se rencontrer durant la session et s'entretenir sur ces questions.

113. Le coordonnateur a signalé que le Groupe de travail s'était reconstitué à la vingtième session du GENUNG et s'était réuni à Séoul en 2003.

114. La Division du Sud de l'Afrique a présenté le document de travail n° 100, qui traitait de la création de comités toponymiques dans les neuf provinces de l'Afrique du Sud. Elle a également présenté le document de travail n° 101 portant sur le renforcement des capacités des administrations provinciales pour la normalisation des noms géographiques, et signalant le système de base de données toponymiques qui venait d'être mis en place en Afrique du Sud, ainsi qu'une application en ligne dont le lancement avait été financé par des institutions publiques et autres. On envisageait de faire paraître une nouvelle édition des directives toponymiques pour l'Afrique du Sud. La Division a rappelé que les décisions concernant les noms étaient prises au niveau national d'après les recommandations des administrations provinciales et des collectivités locales.

115. Le Président a présenté le document de travail n° 91 concernant l'évaluation de la huitième Conférence tenue à Berlin en 2002, où étaient exposés les points de vue et les opinions des 27 participants qui avaient répondu à un questionnaire, portant principalement sur l'utilité de la Conférence, sur ce qui pourrait être amélioré, sur ce que les participants considéraient comme les principaux objectifs des conférences et sur les mesures que le Groupe d'experts pourrait prendre avant la conférence suivante. Ces observations ont été jugées utiles pour la planification, aussi conviendrait-il d'effectuer une autre enquête du même type en 2007.

116. Quant à la question de savoir où organiser les conférences, nombreux étaient les experts favorables aux centres de l'ONU se trouvant ailleurs qu'en Amérique du Nord ou en Europe.

117. Lors d'un débat portant sur la création des divisions géographique et linguistique du GENUNG et leur structure éventuelle, le secrétariat a précisé que les divisions étaient créées en fonction des besoins et qu'aux termes du Règlement intérieur, les pays étaient libres de faire partie de plus d'une division.

118. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 79, relatif à la réunion du Groupe de travail sur l'évaluation et l'application tenue à Séoul du 2 au 4 décembre 2003, lors de laquelle le Groupe a examiné des objectifs généraux et des aspects concrets. Les objectifs généraux se rapportaient à l'application des résolutions et des mesures proposées pour accroître l'efficacité des conférences. Les

aspects concrets touchaient notamment à la participation, à la documentation, aux lieux et aux dates où se déroulaient les conférences et à leur durée, à l'organisation des conférences et des sessions, à la structure et au fonctionnement du Groupe d'experts et de ses divisions et groupes de travail, à l'aide et aux ressources à fournir aux pays en développement et aux communications. Les différentes tâches ont été réparties entre responsables.

119. Il a été souligné que le Bulletin d'information du GENUNG était un moyen de communication efficace, et il a été demandé aux divisions et aux experts d'apporter leur concours aux numéros suivants. Le Bulletin était également un bon moyen de faire connaître les travaux du Groupe.

120. Le document de travail n° 58 que présentait le Président était une liste complète, arrêtée en mars 2004, des instances et des autres institutions toponymiques nationales, avec des renseignements sur les personnes à contacter. Étant donné l'importance cruciale de la liste comme moyen de toucher les bons interlocuteurs, les divisions et les experts ont été priés de la mettre à jour et de compléter les informations qui y figuraient.

121. Le Président a également présenté le document de travail n° 43, qui était une première liste des instances toponymiques nationales. Sur la carte du monde qui a été montrée, on pouvait voir les pays qui disposaient d'une instance toponymique nationale. Les divisions et les experts ont également été priés de fournir des renseignements complémentaires, concernant en particulier les pays rangés sous la rubrique « situation inconnue ».

122. Il serait souhaitable d'insérer dans l'invitation aux prochaines réunions et conférences du GENUNG et dans le programme de travail correspondant une ou deux pages d'informations sur les objectifs du GENUNG, afin d'inciter davantage les missions permanentes et les organismes compétents à transmettre des documents aux experts. Le coordonnateur comptait bien présenter un rapport plus complet à la prochaine session du GENUNG.

XVIII. Réunion du Groupe de travail sur les exonymes

123. Le coordonnateur a présenté le document de travail n° 34, qui était le rapport du Groupe de travail. Ce dernier s'était réuni à Prague en septembre 2003 et, en raison de sa formation toute récente, il avait surtout cherché à définir ses objectifs. Il s'agirait pour lui : de clarifier les définitions de la terminologie correspondante; de donner des directives pour l'élaboration des listes d'exonymes (comme prévu dans les résolutions des Nations Unies); de préciser les principes régissant l'emploi des exonymes; et de vérifier l'efficacité des résolutions adoptées par l'ONU sur les exonymes. La publication d'un ouvrage sur les exonymes avait été également envisagée, et on espérait avoir recueilli les contributions de tous les membres du Groupe de travail vers la fin de 2004. Le coordonnateur a également présenté le nouveau deuxième coordonnateur du Groupe, Peter Jordan, de la Division des langues allemande et néerlandaise. Des pages du site Web du Groupe (<www.zrc-sazu.si/wge>) ont été montrées; les documents qui avaient été présentés à la réunion du Groupe de travail à Prague y étaient affichés.

124. Un expert de la Division du Royaume-Uni a résumé le contenu des trois documents issus de la réunion de Prague, en évoquant également le recouplement des

définitions données à « endonyme » et « exonyme » dans le glossaire actuellement en usage à l'ONU. Depuis cette réunion, les définitions proposées avaient été encore revues. L'expert de la Division de la Méditerranée orientale (sauf les pays arabes) a signalé que, tant que les Groupes de travail sur les exonymes et sur la terminologie toponymique ne se seraient pas mis d'accord, les définitions du glossaire ne seraient pas modifiées.

125. Résumant les observations sur les critères gouvernant l'emploi des exonymes qu'il avait présentées à Prague, un expert de la Division des langues allemande et néerlandaise a souligné que c'était là un problème délicat du point de vue politique. Il a rappelé que le Groupe de travail devait, entre autres tâches, définir les catégories d'exonymes. La stratégie à suivre en matière de présentation des exonymes et des endonymes dans les représentations cartographiques et les textes ferait l'objet de discussions plus approfondies.

126. Dans le document de travail n° 118, la Division romano-hellénique énumérait les principaux exonymes italiens désignant des entités géographiques d'Europe. Il a été noté qu'avec le temps, certains exonymes italiens étaient devenus inusités tandis que d'autres avaient perduré. Le coordonnateur a fait remarquer que ce travail d'inventaire représentait le type de travaux qui concouraient au deuxième objectif du Groupe de travail.

127. Un expert de la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe a abordé la question des exonymes hongrois dans le document de travail n° 83. La multitude d'exonymes hongrois serait de toute évidence due à la présence de minorités hongroises dans les pays voisins, et ces noms utilisés par les Hongrois étaient des allonymes non officiels dans ces pays. Selon les définitions actuelles, ils pourraient également être des endonymes. Les nouvelles définitions proposées permettraient de supprimer ce problème de recoupement de sens. Aux termes de la législation récemment mise en place dans ces pays pour régir l'emploi des toponymes en usage dans les minorités, ces noms ne seraient plus des exonymes. Le grand problème que posait le classement d'un nom parmi les exonymes ou les endonymes était de savoir si l'État pouvait intervenir en la matière. Les nouvelles définitions donneraient à l'État la possibilité d'intervenir mais non de décider.

128. Le document de travail n° 72, qui décrivait le traitement des exonymes à Cuba, a été distribué sans être présenté.

XIX. Réunion du Groupe de travail sur la prononciation

129. Le coordonnateur a rappelé que le Groupe de travail avait été formé à la huitième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, à Berlin, en application de la résolution VIII/11, et souligné que la prononciation était un problème complexe sur les plans international et national.

130. Le document de travail n° 1 de la Division de la méditerranée orientale (sauf les pays arabes) traitait de la nécessité d'établir des guides de prononciation des noms géographiques, qui seraient acceptés par le Groupe d'experts puis approuvés par la Conférence. L'expert a fait remarquer que la translittération ne résolvait en général pas le problème de la prononciation des noms étrangers. Il a proposé que chaque pays élabore son guide de la prononciation, en commençant par la phase 1 (pour l'anglais). De la discussion qui s'en est suivie s'est dégagé un autre aspect du

problème : la publication de guides de prononciation des noms géographiques dans leur forme orale.

131. Dans le document de travail n° 2, la Division de la Méditerranée orientale (sauf les pays arabes) présentait le guide de prononciation des noms géographiques en hébreu en précisant les difficultés. Ce guide devrait permettre aux usagers étrangers de lire les noms figurant dans les cartes en hébreu et de prononcer les noms hébreux dans leur forme écrite.

132. Le document de travail n° 22 de la Division de la Chine faisait ressortir les problèmes que posent les caractères chinois et la prononciation des noms géographiques chinois. Un projet de recherche sur l'emploi des caractères et la prononciation avait été lancé en Chine en 2000, l'objectif visé étant la normalisation des caractères (en mandarin) et de la prononciation des noms de tous les districts administratifs. Lors de la discussion qui s'en est suivie, il a été précisé que le chinois utilisait une écriture non phonétique, ce qui compliquait singulièrement la romanisation et surtout l'élaboration de guides de la prononciation. Le pin yin a permis de surmonter ce problème.

XX. Directives toponymiques à l'usage des éditeurs de cartes et autres éditeurs

133. Le Président a fait remonter l'origine des directives toponymiques à la troisième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, tenue à Athènes en 1977, et a rappelé le rôle joué par Josef Breu, ancien Président du GENUNG, dans l'élaboration de ces directives, qui avait commencé par le premier ensemble de directives toponymiques pour l'Autriche. Le Président a également rappelé l'importante contribution de l'ancien Président, Peter Raper, qui avait appuyé et coordonné la rédaction de ces directives, et a souligné leur utilité sur le plan international. Plus de 35 pays avaient jusqu'alors présenté des directives (certaines en plusieurs éditions) et au moins six d'entre eux les avaient affichées sur le Web. À la demande du Président, un expert de la Division des langues allemande et néerlandaise, Isolde Hausner, a accepté de reprendre la coordination et de réévaluer le contenu des directives.

134. Le document de travail n° 49 de la Division nordique présentait la quatrième édition révisée (2004) des directives toponymiques de la Finlande, qui donnait des renseignements détaillés sur le problème des noms géographiques dans ce pays, y compris les noms finnois, suédois et saami. On trouvait également dans ce document les recommandations des Conseils linguistiques finlandais et suédois concernant l'emploi, dans les zones multilingues, des noms géographiques dans les documents en différentes langues. Le document renseignait également sur la terminologie et les divisions administratives.

135. Le document de travail n° 112 de la Division romano-hellénique présentait les directives toponymiques à l'usage des éditeurs de cartes et autres éditeurs (projet de troisième édition) en Italie. On y trouvait des informations fournies sur la place qu'occupaient les langues minoritaires et les dialectes régionaux dans le pays et sur la législation mise en place pour les protéger. Le document de travail donnait également des précisions sur les autorités toponymiques et sur la normalisation des noms.

136. Le document de travail n° 18 de la Division de l'Est, du Centre et du Sud-Est de l'Europe renseignait sur les divisions administratives de la Pologne à la date du 1^{er} janvier 2004.

137. Dans le document de travail n° 47, la Division balte présentait une traduction en anglais de la loi sur les noms de lieux que l'Estonie avait adoptée en 2003 en remplacement de la loi de 1996. Cette loi régissait l'emploi officiel des noms de lieux, définissait le rôle joué par le Registre national des noms de lieux dans la collecte des noms et conférait au Conseil toponymique le pouvoir d'approuver les noms géographiques officiels.

138. Le document de travail n° 105 de la Division du Sud de l'Afrique donnait des informations sur un concours entre écoles, qui devaient suggérer chacune des noms dans des langues officielles autres que l'afrikaans ou l'anglais pour désigner les diverses entités géographiques de l'île Marion. L'attribution des noms relevait de la juridiction du Conseil sud-africain des noms géographiques.

XXI. Normalisation dans les régions multilingues

139. Dans ses observations liminaires, la Présidente a fait observer qu'il y avait une multitude de pays où deux langues ou plus sont en usage, et parfois écrites selon plusieurs systèmes de caractères. Elle a présenté des remarques sur les différents problèmes que pose la normalisation des noms géographiques dans ces régions.

140. La Division des États-Unis et du Canada a présenté le document de travail n° 15, rapport circonstancié sur les activités menées dans ce dernier pays depuis 1898, aux échelons national et provincial, pour encourager l'usage des noms géographiques utilisés par les autochtones : collecte des noms, choix de l'orthographe, colloques sur le sujet, publications et sites Web donnant des informations sur ces noms.

141. Le document de travail n° 24, présenté par la Division des langues allemande et néerlandaise, faisait le point sur les langues minoritaires en Autriche et le traitement des noms géographiques dans les régions où ces langues sont parlées.

142. Dans le document de travail n° 44, présenté par la Division nordique, il était question des noms Kven (finnois) des zones à langues minoritaires de Norvège. Le traitement de ces noms dans un contexte officiel relève de la Loi sur les toponymes en Norvège.

143. La Division du Sud de l'Afrique a présenté le document de travail n° 104, exposant les progrès de la normalisation des noms d'autorités locales en Afrique du Sud et l'inclusion de ces noms dans la base de données du Conseil sud-africain des noms géographiques.

XXII. Progrès de l'archivage des documents relatifs aux conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et aux sessions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

144. La Présidente a fait état de la préoccupation des experts au sujet des communications présentées depuis 1967 aux conférences et aux sessions du Groupe d'experts, surtout causée par le fait que les documents techniques anciens ne sont pas disponibles, malgré une recherche poussée dans les collections de l'ONU à New York. Le secrétariat du Groupe d'experts a fait savoir qu'il avait tous les rapports des conférences et des sessions du Groupe sur papier, la plupart des documents techniques de la huitième Conférence étant disponibles sur le site Web du Groupe d'experts, qui fait désormais office de fonds d'archives principal pour les documents. La Présidente a fait observer que l'on pouvait combler les lacunes des archives de l'ONU à l'aide des archives détenues par les pays, notamment la France, l'Autriche, le Royaume-Uni et les États-Unis, ajoutant qu'on pourrait envisager de scanner les documents anciens.

XXIII. Application des résolutions du Groupe d'experts, buts et fonctions du Groupe

145. Dans le document de travail n° 42, la Division des langues allemande et néerlandaise faisait le point de la promotion des noms de groupes minoritaires en Allemagne. La Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe est entrée en vigueur en Allemagne en 1998, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires en 1999.

146. La Division de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique du Sud-Ouest a présenté le document de travail n° 93, où était exposée la mise en œuvre de la résolution VIII/1 de la Conférence, qui portait sur la promotion des noms géographiques utilisés par les groupes minoritaires et les autochtones. Il s'agissait surtout de cerner les moyens de définir pour les rapports une méthode susceptible d'encourager ce travail, et notamment de suggérer les entrées à inclure éventuellement dans une base de données. Il a été rendu de la première réunion du nouveau Groupe de travail chargé de promouvoir les noms géographiques utilisés par les groupes minoritaires et les autochtones. On demanderait aux pays intéressés leur concours volontaire, un rapport d'étape devant être présenté en 2006, et un rapport plus fourni à la Conférence de 2007.

147. Un expert de la Division des États-Unis d'Amérique et du Canada a fait savoir que les principes applicables aux noms utilisés par les autochtones étaient en cours de révision aux États-Unis, et que la brochure correspondante ferait bientôt l'objet d'une nouvelle publication. Il fallait encourager la collecte de ces noms sur le terrain, mais on ne disposait pour cela que de ressources financières limitées.

148. C'est également la Division des États-Unis d'Amérique et du Canada qui a, dans le document de travail n° 14, fait le point des pratiques relatives aux désignations toponymiques commémoratives, rappelant la résolution VIII/2 de la huitième Conférence, particulièrement en ce qui concerne le laps de temps écoulé entre le décès d'une personnalité et le moment où l'on pouvait utiliser son nom, qui

relève des directives toponymiques des différentes autorités compétentes. L'expert des États-Unis a fait savoir que dans son pays, la période d'attente pour les détails topographiques naturels est de cinq ans, sans exceptions. D'autres experts ont présenté également des observations sur l'utilisation, acceptée ou non dans leur pays, du nom de personnalités vivantes pour désigner des détails topographiques naturels ou artificiels.

149. La résolution VIII/3 de la Conférence était appliquée par le biais des activités du Groupe de travail de la terminologie toponymique, qui se poursuivent. La résolution VIII/4 l'était par le Groupe de travail sur les exonymes, qui avait entamé ses travaux, et dont la prochaine réunion a été annoncée pour 2005 en Slovénie par le coordonnateur du Groupe.

150. S'agissant de la résolution VIII/5, où la Conférence incitait les divisions et les Groupes de travail à tenir des réunions conjointes, l'expert de la Division des langues allemande et néerlandaise a informé les experts d'une réunion prévue pour 2005 et d'un colloque sur les noms utilisés par les groupes minoritaires, qui se tiendrait aux Pays-Bas en avril 2005 en conjonction avec une réunion du Groupe de travail sur les fichiers de données toponymiques et les nomenclatures.

151. Le coordonnateur du Groupe de travail sur les fichiers de données toponymiques et les nomenclatures a signalé des progrès dans l'application des résolutions VIII/6, 7 et 8 de la Conférence, visant respectivement l'intégration des données relatives aux noms géographiques dans les infrastructures nationales et régionales d'enregistrement des données spatiales, les formats et normes d'échange de données toponymiques, et l'appui au Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique, en appelant notamment l'attention sur le projet EuroGeoNames et la liaison avec le Groupe de travail des Nations Unies.

152. La résolution VIII/9 de la Conférence visait les noms géographiques en tant que patrimoine culturel, sujet qui avait suscité plusieurs communications. L'expert de la Division nordique a instamment demandé aux délégués d'encourager cette conception dans leur pays. La Présidente a demandé à l'expert, M. Botolv Helleland, de passer en revue les activités en ce sens et de faire brièvement le point à la prochaine session du Groupe d'experts.

153. La résolution VIII/10 de la Conférence, où cette dernière préconisait d'élargir les collectes de données toponymiques dans les pays, avait porté ses fruits, comme le montrait le nombre impressionnant de communications consacrées aux fichiers de données toponymiques à la session en cours.

154. Le Groupe de travail sur la prononciation, créé par la Conférence dans sa résolution VIII/11, s'était réuni et avait commencé à élaborer une stratégie pour la promotion du sujet.

155. La normalisation des noms de pays, sujet de la résolution VIII/12 de la Conférence, avait donné lieu à des activités dont le coordonnateur du Groupe de travail a rendu compte.

156. L'application des résolutions VIII/13 et VIII/14, portant respectivement sur la romanisation des noms géographiques thaïs et celle des caractères cyrilliques serbes, avait été prise en compte par le Groupe de travail sur les systèmes de romanisation.

157. L'appui à la Division de statistique de l'ONU pour la formation et les publications, objet de la résolution VIII/15 de la Conférence, avait effectivement été mis en place par le secrétariat.

158. Dans le document de travail n° 4, la Présidente faisait état des progrès des préparatifs du nouveau manuel du Groupe d'experts des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques. Il restait à y apporter quelques corrections minimales, en fonction des travaux de la session en cours, à confirmer les exemples et les remerciements, et à réaliser l'indexation. La publication du manuel de référence technique risquait d'être gênée par des problèmes de polices de caractères.

159. La Présidente, estimant que dans l'ensemble les progrès de l'application des résolutions de la huitième Conférence avaient été satisfaisants, a incité les divisions à inscrire les problèmes évoqués à l'ordre du jour de leurs réunions.

160. Le document de travail n° 75, présenté par la Division nordique, mentionnait la publication éventuelle en Suède d'un texte de Hans Ringstam sur les travaux du Groupe d'experts. Volume détaillé en huit chapitres, il comprendrait une version suédoise du Glossaire terminologique.

161. La Division arabe a présenté le document de travail n° 106, qui donnait des informations sur la base de données algérienne de noms géographiques. La première phase de constitution de cette base de données groupait les noms puisés à des sources cartographiques en caractères romains, la deuxième phase comprendrait les formes arabes normalisées. Le projet, qui ne faisait que débiter, exigerait un travail considérable.

162. L'expert de la Division de l'Afrique de l'Ouest a rendu compte d'une réunion informelle d'experts africains présents à la session en cours du Groupe d'experts. Quatre d'entre eux s'étaient réunis et avaient convenu de solliciter un appui et une aide du Groupe d'experts. Une stratégie de normalisation des noms géographiques en Afrique avait été esquissée, prévoyant notamment la liaison avec des organes africains tels que le Comité de l'information pour le développement de la Commission économique pour l'Afrique. Lors de cette réunion informelle, une équipe spéciale sous la direction de Ridwan Brimah du Ghana (Afrique de l'Ouest) avait été chargée de lancer le processus, en s'attachant surtout à collaborer pour la création de comités nationaux et la revitalisation des différentes divisions. L'attaché de liaison de l'Association cartographique internationale a signalé que l'Association avait constitué un Groupe de travail de cartographie pour l'Afrique sous la direction du Directeur de la cartographie du Kenya, qui pouvait offrir des contacts utiles.

XXIV. Neuvième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

163. La Présidente a présenté le document GEGN/22/10, l'ordre du jour provisoire de la Conférence, qui devait se tenir au deuxième semestre de 2007.

XXV. Vingt-troisième session du Groupe d'experts

164. Le document GEGN/22/12 présentait l'ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session du Groupe d'experts. Il a été approuvé moyennant quelques petites modifications.

165. La Présidente a fait part des résultats de l'enquête réalisée pendant la session sur la durée souhaitable de la prochaine session, le mode de distribution et la présentation des rapports de division et de pays. La majorité des membres préféreraient une réunion de six jours, qui a donc été proposée à l'examen. S'agissant de la distribution et de la présentation des rapports, il existait une petite majorité en faveur de la distribution des seuls rapports de division et de pays. La Présidente a également mentionné des aspects tels que la réception des rapports en temps utile, la présentation des résumés, et l'utilisation optimale du site Web du Groupe d'experts pour la diffusion des communications avant la session. Le secrétariat se penchera sur ces aspects avant la prochaine session.

166. Un expert autrichien a proposé au nom de la Division de langue allemande et néerlandaise de tenir la prochaine session dans les locaux de l'ONU à Vienne entre mars et mai 2006. Les experts ont approuvé cette proposition. En principe, ce lieu de réunion favoriserait la participation des experts d'Europe, d'Afrique et d'Asie. On pourrait envisager un cours de formation à cette occasion, ainsi qu'une démonstration des progrès du projet envisagé sur le réseau de base de données de noms géographiques en Europe.

XXVI. Questions diverses

167. La Division romano-hellénique a présenté le document de travail n° 96, consacré aux modifications apportées au site Web de l'Autorité nationale d'Espagne.

XXVII. Adoption du rapport

168. Le Groupe d'experts a adopté le rapport, tel que modifié au cours de la lecture.

XXVIII. Remerciements

169. Des remerciements ont été adressés à la Présidente, aux Vice-Présidents, aux Rapporteurs et aux Présidents des Divisions, ainsi qu'aux coordonnateurs et aux rapporteurs des Groupes de travail, au secrétariat et au personnel des services de conférence pour le concours apporté aux travaux de la session.

Annexe

Ordre du jour provisoire de la vingt-troisième session du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport du Président.
4. Rapport du secrétariat du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
5. Rapports des divisions.
6. Rapports des attachés de liaison, des réunions régionales et des organisations internationales.
7. Activités relevant du Groupe de travail des stages de formation à la toponymie.
8. Activités relevant du Groupe de travail des fichiers de données toponymiques et des nomenclatures géographiques.
9. Activités relevant du Groupe de travail de la terminologie toponymique.
10. Activités relevant du Groupe de travail des systèmes de romanisation.
11. Activités relevant du Groupe de travail des noms de pays.
12. Activités relevant du Groupe de travail de la publicité et du financement.
13. Activités relevant du Groupe de travail de l'évaluation et de l'exécution.
14. Activités relevant du Groupe de travail des exonymes.
15. Activités relevant du Groupe de travail de la prononciation.
16. Activités relevant du Groupe de travail de la promotion des noms de groupes autochtones et minoritaires.
17. Directives toponymiques à l'intention des éditeurs de cartes et autres éditeurs.
18. Autres questions de toponymie.
19. Application des résolutions du Groupe d'experts, buts et fonctions du Groupe.
20. Préparatifs de la neuvième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques.
21. Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques.
22. Adoption du rapport.